

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 07/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ASCOMETAL CUSTINES - LE MARAIS

9 Esplanade Bénevent
BP 723
42000 Saint-Étienne

Références : 20231207_UID4243_EAR_23_398
Code AIOT : 0006111269

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/12/2023 dans l'établissement ASCOMETAL CUSTINES - LE MARAIS implanté 9 Esplanade Bénevent BP 723 42000 Saint-Étienne. L'inspection a été annoncée le 20/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le nouveau Directeur de site a souhaité rencontrer l'inspection suite à sa prise de poste et dans la perspective de mettre à jour la situation administrative de l'établissement. Après une période difficile (marché automobile atone, augmentation du coût des énergies), des évolutions dans le périmètre du site et ses activités sont en effet prévues pour l'année à venir.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASCOMETAL CUSTINES - LE MARAIS
- 9 Esplanade Bénevent BP 723 42000 Saint-Étienne
- Code AIOT : 0006111269
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site réalise de l'usinage de barres en acier allié pour colonnes de direction (4 à 5 millions de pièces par an) avec tout ou partie du process ci-après selon les clients :

- la matière brute arrive par route de Moselle (4 camions /jour) pour stockage dans la halle de production qui fonctionne en flux tendu
- Ecroutage (2 installations) par tours à outil tournant => se rapprocher du diamètre extérieur
- Galetage pour redresser et écrouir pour calibrer la dimension => barre 6 m droite avec cote extérieure et état de surface qui correspondent à ce qu'attend le client pour 10 %
- stockage avant transfert pour lopinage (50 cm à 70 cm) = 1 machine haute cadence 8 000 pièces par poste et scies à 1600 pièces par poste => livraison du client
- pré-usinages (forage, perçage oblique) avec des machines fonctionnant à huile entière
- usinage sur 2 tours 5 axes => stockage pour livraison

En marge de l'activité principale est réalisé du débitage de barres brutes en lopins pour applications automobiles autres (2 installations de débit seulement sur 4 fonctionnent)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative du site, émissions atmosphériques, eaux pluviales, risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique hors fiches de constats

La propreté et le respect des zones dédiées aux différentes activités ont été notés (stockages caisses-palettes, stockage huiles de coupe, bacs et zone déchets...)

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont en attente de suites de la part de l'exploitant :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 3.2.1	Transmettre les dernières analyses
5	Stockages palettes	Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 7.2.2	Vérifier au regard de l'EDD 2017
6	EEL et rétention des EEL	Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 7.6.6	Vérifier au regard de l'EDD 2017

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 1.2	Porter à connaissance à produire
2	Périmètre des installations	Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 1.2.1	Porter à connaissance à produire
4	Rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 4.3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit faire le point sur ses obligations en matière d'auto-surveillance (eaux pluviales, air, bruit) et justifier que les stockages de caisses-palettes sont localisés de manière à éviter tout risque de propagation d'un îlot à l'autre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques autorisées
Prescription contrôlée : Rubrique 2560-B : 1751 kW Rubrique 2910 : 2750, 466, 500

<p>Rubrique 1978 ? Rubrique 2575 ? Rubrique 2565 ?</p>
<p>Constats : Selon les échanges, les activités sont classées essentiellement au regard de la rubrique 2560, sous le régime de la déclaration, la puissance totale disponible, y inclus les locaux administratifs du site, étant de 680 kW.</p> <p>L'exploitant effectuera une vérification</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la rubrique 2925 (charge d'accumulateurs), le seuil de classement étant de 50 kW - pour la rubrique 2910 (installations de combustion) du fait de l'installation de deux aérothermes à gaz dans les ateliers qui peuvent ne constituer qu'une seule installation (attention le seuil de classement à Déclaration est de 1 MW depuis le 3 août 2018) <p>Pour ce qui concerne les autres rubriques de la nomenclature</p> <ul style="list-style-type: none"> - stockage de fuel : le site n'utilise plus de chariots à moteur thermique. Lacuve enterrée double-enveloppe est à vidanger, dégazer et inerte - stockages de matières combustibles : les stocks 1530 (cartons) et 1532 (palettes et caisses palettes) sont a priori contenus dans des volumes inférieurs aux seuils de classement - Nettoyage à l'aide de solvants organiques (rubrique 1978) : a priori le site dispose de fontaines à solvants mais n'atteint pas le seuil de classement <p>Observations : Afin de mettre à jour la situation réglementaire du site, l'exploitant précisera dans le porté à connaissance à exposer sa situation au regard des installations et activités classées, y compris celles non évoquées lors de l'inspection mais dont le site pourrait relever (rubrique 4xxx de la nomenclature notamment selon les phrases de dangers des produits chimiques mis en œuvre sur site, telles les huiles entières de coupe).</p> <p>Dans l'intervalle, le site est réglementé par son arrêté préfectoral du 6 janvier 2017. Le titulaire étant ASCO-INDUSTRIES, actuel propriétaire du tènement, l'exploitant a transmis une déclaration de changement d'exploitant accompagnée du Kbis correspondant le 28 février 2018.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Périmètre des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Parcelles exploitées
<p>Prescription contrôlée : ICPE : CP 182 184 186 Hors ICPE : CP 108 185 24 183, CO 118</p>
<p>Constats : Le site est loué depuis 8 ans au propriétaire ASCO-INDUSTRIES dans le cadre de la restructuration du groupe. ASCOMETAL envisage d'anticiper le rachat qui était prévu à échéance de 10 ans et d'intégrer une parcelle contiguë au périmètre de l'ICPE. Le site doit par ailleurs connaître des modifications dans le cadre de la DUP en cours demandée par SAINT ETIENNE Metropole pour la création d'une nouvelle voie d'accès au stade Geoffroy Guichard. Dans ce contexte, le bâtiment "maintenance" et le bâtiment "vestiaires" seront détruits. Par ricochet, le bâtiment "stockage" dédié à la maintenance se trouverait isolé des activités du site et serait également détruit. Un nouveau bâtiment qui accueillerait les 3 activités serait construit dans le nouveau périmètre du site.</p>
<p>Observations : L'exploitant présentera le futur périmètre du site dès que les décisions relatives à la nouvelle voirie de SEM et aux constructions détruire et rebâtir seront arrêtées, en vue d'un futur arrêté préfectoral qui prendra en compte</p> <ul style="list-style-type: none"> - le périmètre des installations classées - les activités classées (cf constat n°1)

Type de suites proposées : Un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé en temps utiles pour acter ce nouveau périmètre et les évolutions résultant des modifications d'activité intervenues depuis 2017 et à intervenir.

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissaires et Valeurs limites d'émission
Prescription contrôlée : 3 aspirations et surveillance poussières COV et brouillards d'huiles Surveillance métaux
Constats : La visite a permis de voir les installations d'aspiration sur les machines outils (scies à débit, foreuses qui utilisent des huiles entières). L'exploitant a indiqué changer les filtres régulièrement (2 à 3 fois par an) Le responsable en charge du suivi des contrôles périodiques a quitté l'entreprise en mars 2023 aussi l'exploitant n'a pas, lors de l'inspection, pu montrer les derniers rapports d'analyses des rejets atmosphériques.
Observations : L'exploitant transmet à l'inspection le dernier rapport d'analyses des rejets atmosphériques du site sous 30 jours Il doit en 2024, réaliser les analyses d'autosurveillance Air (sur la base de son arrêté préfectoral du 6 janvier 2017 si le site est toujours soumis à enregistrement, sur la base de l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 applicable aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2560 si le volume d'activité relève de ce régime (cf constat 1)
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance et résultats d'analyses
Prescription contrôlée : si non conformes SHC à installer
Constats : L'exploitant a produit un rapport d'analyses des rejets eaux pluviales réalisées en 2021 sur deux points de prélèvement. Les résultats d'analyses sont conformes à la réglementation. L'arrêté préfectoral qui régit le site prévoit une analyse tous les 3 ans.
Observations : Conforme Cependant, les dernières analyses n'ont porté que sur deux points de prélèvement (il n'avait pas plu de date récente et deux émissaires étaient à sec) alors que quatre points de rejets sont répertoriés sur site. Les analyses triennales devant être réalisées en 2024, elles devront porter sur des prélèvements réalisés sur les quatre points de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Stockages palettes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Zonages des stockages
Prescription contrôlée : Effets dominos d'un stock à l'autre
Constats : La visite du site a permis de montrer que les caisses palettes, dans le bâtiment, sont stockées dans des zones délimitées en longueur, largeur et hauteur. Les gabarits sont respectés, et les différents

<p>îlots, sont éloignés les uns des autres. L'inspection n'a toutefois pas vérifié que les loges ainsi réparties dans les ateliers correspondent aux modélisations effectuées en appui de l'étude de dangers produite en juin 2017</p>
<p>Observations : L'inspection invite l'exploitant à s'assurer que les îlots de stockage de caisses-palettes et palettes correspondent aux modélisations produites dans l'étude de dangers de juin 2017. Il donnera à l'inspection les éléments de justification nécessaires sous 30 jours. Si ce n'est pas le cas, il s'assurera de distances suffisantes entre les îlots pour éviter toute propagation d'incendie d'un îlot à l'autre. Les données permettant de justifier de la maîtrise du risque incendie seront à produire dans le porter à connaissance à déposer (cf constats n°1 et n°2). L'inspection consultera alors le SDIS42 pour avis sur le niveau de risque à prendre en compte pour la détermination des besoins en eaux d'extinction d'incendie et du volume du bassin de rétention correspondant.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites : arrêté préfectoral complémentaire</p>

N° 6 : EEI et rétention des EEI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/01/2017, article 7.6.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Défense extérieure contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée : Etude du besoin en EEI et rétention des EEI (potentiel calorifique)</p>
<p>Constats : Le calcul du besoin en eaux d'extinction et la disponibilité des débits correspondants ont été produits dans l'EDD de juin 2017. Les dispositions prises pour la rétention des eaux en cas de sinistre y sont de même précisées. L'exploitant justifiera sous 30 jours de la procédure et des dispositifs mis en place pour cette rétention. L'exploitant produira dans le porter à connaissance à venir (cf constats n°1 et n°2) l'étude spécifique du besoin en Eaux d'extinction d'incendie et du volume d'eaux à retenir en cas de sinistre si les données d'entrées de l'étude de dangers de juin 2017 sont modifiées. Dans tous les cas, il justifiera dans son dossier, de la disponibilité des débits requis et de sa capacité à retenir les eaux d'extinction sur site pour prévenir tout risque de pollution des réseaux et de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites : arrêté préfectoral complémentaire</p>